



## Ordre du jour du Conseil interministériel d'orientation de l'enseignement français à l'étranger

(15h45 – 18h00 en visioconférence)

### **Ouverture et introduction des travaux par le secrétaire d'Etat, JB Lemoyne**

Cette réunion du Conseil d'Orientation est une mesure du plan de développement de l'EFE présentée par les ministres en 2019.

C'est l'occasion de faire le point sur l'état du réseau près d'un an après le déclenchement de la crise sanitaire et de présenter les priorités stratégiques pour relancer le développement de l'EFE.

Jean-Baptiste Lemoyne explique que le réseau a tenu bon et qu'il faut poursuivre en épousant la croissance pour que le français reste une langue d'influence.

Il note qu'il y a 23 établissements homologués supplémentaires et 94 dossiers d'extension d'homologation. Les postes diplomatiques doivent définir un plan stratégique pays par pays permettant une bonne cohabitation de tous les acteurs.

Les sujets législatifs sont en cours : IRF, participation des représentants des parents au CA ...

Il faut préparer le réseau pour l'après-crise.

### **Table ronde n°1 : le réseau des établissements d'enseignement français dans la crise**

- Le réseau dans le contexte de la crise COVID: état des lieux et défis

#### **Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger**

Le directeur de l'Agence rappelle que c'est la plus grande crise subie par le réseau tant en intensité qu'en durée. Les problèmes sont multiples : crise de trésorerie pour les établissements avec des effets à long terme notamment avec des inquiétudes sur les effectifs en raison de l'appauvrissement des classes moyennes et crise de confiance des familles qui s'est rétablie peu à peu comme le montre l'enquête de satisfaction réalisée par la DEOF de l'Agence.

La réponse pédagogique a été à la hauteur avec 90 000 actions d'accompagnement et de formation.

Il souligne l'ampleur du travail effectué par les enseignants.

Il précise que le taux de fermeture des établissements variait de 20 à 40% au dernier trimestre 2020. Aujourd'hui il s'élève à 54%. Aucune fermeture définitive n'est à déplorer.

Concernant le soutien financier accordé aux établissements, les objectifs ont été atteints en 5 mois. Il déclare avoir reçu de nombreux remerciements de la part des établissements.

Il décrit les procédures utilisées à savoir des cadrages généraux établis par l'AEFE adaptés localement. Il insiste sur l'importance de la communication interne aux établissements avec la réunion des instances tels que la CHSCT et le CE. Il remercie les organisations syndicales et les associations de parents pour leur participation active.

Il revient sur la question de la gestion des titulaires de l'Education nationale en rappelant le dialogue mis en place avec la DGRH du MENJS afin de limiter le nombre de refus de détachement (69 l'an dernier).

Le Directeur de l'Agence annonce la mise en place d'un dispositif pour accueillir des stagiaires en partenariat avec certains INSPEE et la création des IRF (Instituts Régionaux de Formation) au 1er janvier 2022. Il ajoute que le master MEEF créé à Tunis fonctionne et que d'autres zones sont à l'étude. Concernant la formation, il précise que 188 formations à distance ont eu lieu depuis septembre.

Le Directeur de l'Agence revient sur la question immobilière et se félicite de la mise place de la garantie de l'Etat pour les prêts accordés aux établissements conventionnés et partenaires mais regrette que cette possibilité d'emprunt ne soit pas prévue pour les EGD. Il rappelle la subvention de 9 millions d'euros permettant des aménagements pour la sécurité des établissements. Il rappelle à juste titre la fragilité de certains petits établissements menacés et le dispositif de conventionnement temporaire mis en place pour les aider. Sur les effectifs, il précise que 60% des établissements ont perdu des élèves (14 000 au total). Il insiste sur l'importance de la maternelle, porte d'entrée du réseau, qui doit être soutenue pour maintenir les cohortes.

Enfin, dans les EGD, il précise que le taux de recouvrement est "seulement" inférieur de 5 points comparé à l'année dernière. Il rappelle la stabilisation des droits de scolarité et estime qu'une attention particulière doit être portée aux inscriptions pour la rentrée 2021. Il annonce des groupes de travail sur l'aide à la scolarité au 3ème trimestre.

Pour finir, il revient sur l'aménagement proposé par l'Agence pour favoriser la mobilité lors des congés de fin d'année et annonce que cette mobilité sera très difficile voire impossible pour les congés à venir.

- Un cadre qui s'est adapté aux conditions sanitaires : la continuité pédagogique, condition de la résistance du réseau, la place nouvelle des technologies numériques dans l'enseignement français à l'étranger

Michel Reverchon-Billot, Directeur général du CNED, rappelle le dispositif "ma classe à la maison" mis en place en un temps record. 500 établissements y ont eu accès coordonnés par l'AEFE et 45 000 comptes fonctionnaient fin juin 2020. Il ajoute que c'est une solution utilisée en période de crise mais qui pourra perdurer en fonctionnement normal sur prescription des enseignants ou en classe inversée ou pour effectuer du soutien et/ou de la différenciation.

**Remarque SNUipp:** Le SNUipp-HDF rappelle sa position à ce sujet à savoir que l'enseignement en distanciel ne doit pas devenir la norme et qu'il s'agit d'un mode d'enseignement dégradé.

Luc Chatel, président du réseau scolaire Odyssey, intervient pour rappeler l'unicité du réseau de l'EFE, la mutation du monde de l'enseignement et l'importance du travail collectif pour viser l'excellence.

**Remarque SNUipp:** Odyssey cherche à être reconnu comme un acteur central de l'EFE afin de développer ses écoles partenaires privées ! Son objectif reste de faire mieux avec moins de moyens.

- Réactions des participants

## **MLF**

François Perret, président de la MLF, se retrouve dans la description de la crise faite par le directeur de l'Agence. Il affirme que les 111 établissements de la MLF ont été secoués par la crise avec une perte moyenne

des effectifs de 3,5%. Si le Maroc s'en sort plutôt bien, les 10 établissements du réseau Libanais (5 partenaires, 5 EPR) sont dans une situation précaire avec une perte de 12% des effectifs dans les 5 EPR. Le grand Lycée franco-libanais a perdu 500 élèves.

Même si le taux de recouvrement des frais de scolarité est correct (60 à 80%), le Président estime que le pire est à venir et qu'il faudra examiner attentivement les taux de recouvrement du second trimestre. Les projections de la MLF prévoient une perte financière de 10M d'euros sur l'année scolaire 2020-2021. Une modification profonde du réseau est en cours au Liban, le gel des droits de scolarité pour la 4ème année consécutive pose problème car les déficits s'accumulent dangereusement.

Il se félicite d'un niveau élevé de satisfaction dans les établissements de la MLF grâce au développement du numérique réalisé depuis plusieurs années dans son réseau. Il rappelle que 4000 enseignants ont bénéficié de formations et que 60% ont eu lieu hors temps scolaire.

**Remarque SNUipp:** Cet éloge de la formation des enseignants hors temps scolaire est inadmissible. Le SNUipp-HDF revendique encore et toujours la formation sur le temps de travail.

### **François Normant, président de la FAPEE**

Il précise que la FAPEE regroupe 180 associations de parents d'élèves dans le Monde.

Il ajoute que les parents ont été loyaux durant cette crise et demande à construire l'avenir ensemble. Il existe une attente forte des parents pour participer aux instances notamment au CA de l'AEFE.

**Remarque SNUipp:** Le SNUipp HDF rappelle que les instances liées à des questions pédagogiques relèvent d'une expertise professionnelle.

### **Interventions des organisations syndicales**

#### [Intervention de la FSU](#)

#### **Table ronde n°2 : la consolidation et la croissance du réseau**

- L'articulation entre le réseau à l'étranger et l'éducation nationale (formation des personnels, gestion des ressources humaines, le bac international)

### **Edouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire (MENJS) et Marie-Caroline Missir, directrice générale de Réseau Canopé**

Edouard Geffray revient sur la politique RH du MENJS en rappelant qu'il souhaite dynamiser les mouvements des personnels, susciter l'envie de partir enseigner à l'étranger et mettre en place des formations spécifiques à l'enseignement français de l'étranger.

Il précise que les stages de formation en alternance seront possibles à l'étranger et que les formations du master MEEF et CAPEFE sont ouvertes aux contrats locaux.

### **CANOPE, Marie-Caroline Missir**

Elle rappelle la mission centrale de Canopé durant cette crise : former les enseignants au numérique par le numérique.

Elle salue l'excellent partenariat entre Canopé et l'AEFE et rappelle l'importance du développement professionnel des enseignants.

- Défis pour 2021 : formation, langue arabe, ressources humaines et immobilier

## **Olivier Brochet, directeur de l'AEFE**

Le Directeur de l'Agence explique que le plan de développement de l'EFE est ralenti mais pas à l'arrêt. Il estime qu'il faut renforcer les capacités numériques du réseau et travailler tous ensemble renforcer la maternelle. Il souhaite valoriser les innovations dans le réseau et déclare que le plurilinguisme doit être au cœur de la stratégie notamment pour la langue arabe.

- Réactions des participants

## **Interventions des Ministres**

### **M. Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères**

Le Ministre estime que le réseau a subi une année d'épreuves mais qu'il a tenu grâce aux personnels, à l'Agence, à l'ensemble de ses acteurs et grâce à l'Etat. Il précise que l'Etat restera aux côtés des établissements partenaires.

Il revient sur le drame de Conflans-Sainte-Honorine et ses conséquences sur le réseau. Les établissements sont devenus des cibles potentielles et la plus grande vigilance reste de mise suite à cette onde de choc dans le réseau. Il rappelle que ce sont les valeurs et les principes qui sont visés. Il précise que 9M d'euros seront consacrés à la sécurité des établissements. Ces épreuves ont montré que le MENJS et l'AEFE sont liés: ce sont les deux faces d'une même médaille, c'est l'école de la République qui se prolonge à l'étranger.

Ce réseau est un atout pour la France et un laboratoire d'innovation dans un cadre républicain. Il représente un instrument précieux pour la France.

Il souhaite un renforcement du pilotage politique du réseau et rappelle le nouveau dispositif pour le financement des établissements avec la garantie de l'Etat. Il ajoute qu'un effort sera fait en direction des EGD.

### **M. Blanquer, Ministre de l'Education Nationale**

Il rappelle sa fierté de maintenir les écoles ouvertes et loue la capacité de résistance du réseau. L'EFE a su s'adapter. Il estime que c'est un moment d'opportunité pour adapter notre fonctionnement (BEN VOYONS) et mettre en avant l'excellence du réseau. Le Ministre parle de nouveaux systèmes robotisés pour l'apprentissage des langues et pour l'enseignement à distance des enfants malades. A cela s'ajoute un dispositif d'évaluation de 20% des établissements chaque année en France comme à l'étranger.

#### **Remarque SNUipp: Evaluation et robot, le futur du service public d'éducation vu par le Ministre!**

Il revient sur le Grenelle de l'Éducation dans lequel l'EFE a été intégré. Il souhaite que le système éducatif national s'ouvre vers l'étranger.

**Remarque SNUipp: Ce n'est qu'un vœu pieux lorsque l'on voit les difficultés de mobilité rencontrées par les personnels de certains départements. Enseigner à l'étranger ne doit pas simplement représenter une ligne sur un CV.**

8406 personnes sont détachées cette année à l'étranger (les 2 degrés confondus). Il rappelle les 1000 détachements supplémentaires prévus mais précise qu'il y a eu moins de demandes de détachement cette année que les années précédentes.

Au travers de l'E-INSPE, CANOPÉ s'organisera pour accueillir l'AEFE afin que les personnels en France bénéficient des dispositifs mis en place à l'étranger.